

Zakia Khattabi (Ecolo) veut réécrire Bruxelles en partant d'une page blanche

Le Soir Martine Dubuisson et Arthur Sente - 14/01/2018

DANS CET ARTICLE

- «Pourquoi nous voulons augmenter le nombre de conseillers communaux»
 - Naïfs et naïfs
- « Osons le fait régional ! ». Pour la co-présidente d'Ecolo, des compétences doivent être rapatriées vers la Région et les parlementaires ne doivent plus cumuler pour ne défendre que l'intérêt régional.

La co-présidente d'Ecolo veut rapatrier des compétences vers la Région, mais aussi des parlementaires qui ne cumulent plus, pour qu'ils ne défendent que les intérêts régionaux.

Elle arrive tout doucement en fin de mandat, les élections présidentielles internes auront lieu après le scrutin communal d'octobre, mais Zakia Khattabi n'a « *pas encore décidé* » si elle se représentera pour un second mandat ou pas : « *Tout est ouvert* ». Par contre, un projet pour la Région bruxelloise, elle en a un. Et un projet qui bouscule ! Elle parle même de « *révolution culturelle* ». Car c'est d'une page blanche qu'elle veut repartir pour réécrire Bruxelles, en abandonnant le modèle bicommunautaire pour « *oser le fait régional* », « *sans tabous* ».

« Le problème de Bruxelles, explique-t-elle, c'est que même les Bruxellois qui sont à la manœuvre n'assument pas le fait régional. Le péché originel est de considérer que Bruxelles est constituée de deux communautés, flamande et francophone. Ce qui ne correspond à aucune réalité. Et quand ce n'est pas ça, c'est l'addition des intérêts locaux, puisqu'on a 19 communes avec des députés cumulards bourgmestres. Au parlement bruxellois, on se demande parfois où sont les députés qui défendent l'intérêt régional. Tant qu'on cumulera, le fait régional aura du mal à s'imposer. Et nous, Bruxellois, nous alimentons le Bruxelles bashing : voyez les allocations familiales, l'incapacité d'atterrir sur un modèle bruxellois. On entend toujours "partons du modèle flamand ou wallon". Non : créons notre modèle bruxellois ! Il est temps de passer dans un nouveau monde. Bruxelles ne peut rester l'otage de deux communautés, ni de 19 bourgmestres. Elle doit exister par elle-même, dans l'intérêt des Bruxellois. »

Le cumul explique les problèmes de la Région ?

Non pas du tout, le décumul est un exemple. Moi, j'ai envie de dire : Bruxelles aux Bruxellois. Choisissons notre destinée, n'attendons pas que le CDH wallon donne son feu vert au CDH bruxellois pour avancer. Je me sens plus proche d'un Bruxellois, néerlandophone ou francophone, que d'un Flamand ou d'un Wallon. Il y a un fait régional bruxellois qu'il faut qu'on assume une

bonne fois pour toutes. Toute la lourdeur, elle découle de la vision basée sur deux communautés.

Il faut revoir le schéma de départ ?

Absolument. Et une fois qu'on revisite le schéma de départ, en disant que Bruxelles ce sont des Bruxellois, pas juste des Wallons et des Flamands qui vivent ensemble, il y a toute une logique institutionnelle qui suit : plus besoin de Cocof (commission communautaire française), de VGC (commission communautaire flamande), de Cocom (commission communautaire commune) ; la Région reprend des politiques pour les Bruxellois, plus pour les francophones et les néerlandophones.

Donc on supprime la différence Région-Communauté à Bruxelles ?

Oui.

Cela ne nécessiterait pas une réforme de l'Etat ?

Pas du tout, puisque c'est intrabruellois. On peut décider entre Bruxellois de réorganiser les choses.

Dans cette vision, on oublie tous les tabous ?

Absolument. Nous n'avons aucun tabou. Est-il normal aujourd'hui d'avoir deux politiques en matière de personnes handicapées, de sport ? Ça n'a aucun sens, si ce n'est de répondre à cette logique communautaire. Autre exemple : l'emploi et la formation. Pourquoi, alors que la réalité est la même pour tous les Bruxellois, a-t-on une offre de formation pour les francophones et une autre pour les Flamands ? A quelle réalité régionale ça correspond ? Il y a une politique de formation à revoir, sans doute à identifier au niveau de bassins de la Région, mais pas une logique communautaire. Aujourd'hui, rien ne justifie un traitement différencié entre les Bruxellois, si ce n'est une vision passéiste. Dans un autre genre, parlons des plans de stationnement : quelle galère, parfois on ne sait pas si cela dépend de la commune ou de la Région. Ou la politique des déchets : j'habite Ixelles ; il y a des quartiers où parfois, c'est honteux ! Et quand on se plaint à la commune, Viviane Teitelboom dit, légitimement : « cela ne dépend pas de ma compétence, c'est la Région ». Et quoi ? On laisse tout ça comme ça ?

Avec quels partis sera-t-il possible de négocier cela ?

En ce qui nous concerne, c'est un projet commun avec Groen. Nous avons sur Bruxelles toute une dynamique qui s'appelle « SamenEnsemble » (on vient d'ailleurs d'acquiescer un bâtiment commun). Voyez qui a réagi aux propositions du SP.A (qui a proposé fin novembre un projet de ville-Région pour Bruxelles, NDLR) ? Ce sont tous des potentats locaux, des

bourgmestres, qui restent dans des visions passéistes. Mais on sent un intérêt de la nouvelle génération. Comme sur le décumul : la jeune génération PS portait le décumul là où les dinosaures de la politique sont plus frileux.

Vous dites que vous n'avez pas de tabou : on peut fusionner les 19 communes bruxelloises ou les rationaliser ?

Pour le moment, nous sommes en train de travailler sur un modèle avec Groen. Il y a des choses qui sont déjà sur la table, comme revoir ne fût-ce que les frontières de communes, pour que ça soit un peu plus cohérent. Et je pense qu'il y a un rééquilibrage à faire, en effet, dans le poids des communes. Mais qui refuse les discussions ? Ce sont les personnes qui sont à la manœuvre dans les communes. C'est la difficulté : pour prendre de la hauteur, il faut que notre parlement régional soit composé de membres qui n'ont pas d'intérêt personnel mais qui ont la liberté de penser le fait régional.

Mais ces débats sont traversés de considérations individuelles...

Et partisans. Car les élections vont arriver. Ecolo aussi a un certain nombre de bourgmestres, qu'on aimerait voir augmenter. Et si le nombre de communes diminue, c'est plus difficile. Mais avec ce genre de prétexte, rien ne changera jamais.

Et les zones de police ?

Malheureusement, on n'aborde ces questions-là qu'à travers des faits d'actualité. Ce que je voudrais, c'est qu'on ose discuter de tout, quitte à constater qu'il n'y a pas de changement à apporter. Et donc sur les zones de police, on entend seulement l'idée de les réduire, et je n'ai aucun problème à en discuter, mais il y a d'autres pistes à creuser. Comme des missions d'intérêt régional qu'on pourrait faire monter à la Région. Mais il y a aussi une réalité locale que la police doit continuer à sentir.

Il faut aussi briser le tabou du nombre de parlementaires bruxellois, donc toucher à la représentation flamande ?

Pas de tabou en effet, et tout se tient : nous défendons depuis longtemps les listes bilingues à Bruxelles ; et si on rentre dans cette logique-là, on sort de la composition bicommunautaire. Je ne suis pas en train de dire "sus à la représentation garantie pour les flamands", mais dès le moment où l'on porte la revendication de listes bilingues, le modèle va devoir changer : si des Flamands sur la liste ne sont pas élus, on peut difficilement garantir la représentativité. Mais à Etterbeek par exemple, la tête de liste Ecolo-Groen en octobre sera un Groen, sans qu'on se soit posé la question de prendre une tête de liste flamande ou pas. Mais c'est sûr, c'est une révolution culturelle. Vous savez, jusqu'à présent, l'institutionnel ne m'a jamais intéressé, car ce n'était pas à Bruxelles et aux Bruxellois qu'on s'intéressait, mais à l'institutionnel au service d'une black box belgo-belge. Mais ce que nous

proposons, c'est passionnant !

Reste à convaincre et les résistances risquent d'être énormes...

Il est temps de proposer un modèle alternatif, en partant d'une page blanche. Et pour moi, Bruxelles est un temple qu'il faut sanctuariser face à un projet nationaliste.

Combien de temps faudrait-il pour concrétiser votre projet ?

Ça peut aller très vite s'il y a la volonté politique. Mais les freins sont nombreux. On l'a vu sur la question de la gouvernance, où la montagne a accouché d'une souris. Mais ne fût-ce qu'avoir au parlement bruxellois des parlementaires qui défendent exclusivement l'intérêt régional, ça va amener beaucoup de choses, dans la manière dont on appréhende le fait régional. Quand je siégeais en commission de l'Intérieur, j'avais l'impression de participer à la conférence des bourgmestres, où chaque bourgmestre mettait en avant l'impact négatif des projets pour sa commune. Qui est là alors pour défendre l'intérêt régional ?

Ne craignez-vous pas d'être traitée de naïve, d'idéaliste, en proposant de faire table rase du passé pour construire autre chose ?

Les naïfs, comme l'a dit Jacky Moraël dans un autre contexte, sont ceux qui pensent qu'on va pouvoir continuer comme ça.

«Pourquoi nous voulons augmenter le nombre de conseillers communaux»

Vous êtes attaqués par le CDH et le MR pour avoir voté l'augmentation potentielle du nombre de conseillers communaux bruxellois...

Cette levée de boucliers est symptomatique de leur totale méconnaissance du sujet ! Nous avons toujours plaidé pour une diminution des élus, parce que ça coûte. En revanche, ici nous défendons une diminution des échevins, mais pas des conseillers communaux. Parce que financièrement, la question ne se pose pas, et que c'est le seul niveau de pouvoir où le citoyen a la possibilité d'avoir une prise directe sur la politique. S'il y a un niveau par excellence où l'on peut élargir l'assise démocratique par une participation plus importante, c'est le conseil communal.

Mais dans le contexte actuel...

Le contexte actuel vise à élargir la participation citoyenne. Et nous sommes pour les commissions mixtes (députés-citoyens, NDLR), qui représentent une

belle avancée mais restent consultatives. Ici, on veut garantir au citoyen de participer à la vie de sa commune. Car les conseillers communaux ont un vrai pouvoir de décision, ils votent, disent oui ou non. Le fait de ne pas comprendre cela, ça met le doigt sur des problèmes que nous avons eu lors des négociations de l'été, notamment avec le CDH. MM. Lutgen (CDH) et Chastel (MR) connaissaient notre position ; ils ont aujourd'hui envie d'en faire un petit jeu politicien, je les laisserai faire tout seuls. Mais je veux corriger l'erreur de lecture qui en est faite : nous voulons répondre aux enjeux actuels en termes de gouvernance.

Naïfs et naïfs

Oser Bruxelles, assumer le fait régional, sortir de la logique francophones-Flamands « *car Bruxelles, c'est plus que deux Communautés* », entamer une révolution culturelle, sanctuariser Bruxelles : comment ne pas trouver intérêt à la vision de Zakia Khattabi pour « sa » Région, au profit de ses citoyens et en dehors des clivages et intérêts partisans classiques ? Simple bon sens, dit-elle elle-même. Et il y en a pas mal dans son projet.

Mais comment ne pas voir, aussi, les freins, écueils et obstacles en tous genres qui risquent de se dresser sur sa route ? Les forces d'inertie qui ne manqueront pas d'apparaître. Ces mandataires soucieux de ne pas perdre leur poste ; ces potentats locaux désireux de conserver leur pouvoir ; ces partis peu enclins à abandonner une part de leur domination ; ces élus flamands inquiets de leur représentation garantie ; ces dirigeants qui ont conçu le modèle bruxellois sur la base d'une répartition/opposition entre francophones et Flamands.

Il suffit d'une volonté politique, répond la co-présidente d'Ecolo. Certes. Mais au minimum, cela prendra du temps. Celui d'un changement de mentalité. D'un changement de génération peut-être. Celui de la transformation de l'utopie en réalité. Celui de « *passer dans un nouveau monde* », selon Zakia Khattabi. Qui veut « *rendre Bruxelles aux Bruxellois* », plutôt que d'accepter qu'elle soit objet aux mains de décideurs wallons, flamands ou communaux. Naïf ? « *Les naïfs sont ceux qui pensent qu'on va pouvoir continuer comme ça* », répond-elle en citant feu Jacky Morael.